

Non au budget de la brutalité

Mobilisons nous pour plus de justice sociale

Ce que le gouvernement veut nous imposer

Dans ce contexte, où trouver ces 40 milliards d'euros ? Le Budget Bayrou est limpide : ce sont les travailleurs, les précaires, les retraité.es et les malades qui vont payer la facture !

- Coupes dans les services publics,
- Nouvelle attaque contre le droit du travail,
- Réforme de l'assurance chômage,
- Gel des prestations sociales et des salaires des fonctionnaires,
- Désindexation des pensions de retraite,
- Doublement des franchises médicales,
- Suppression de 2 jours fériés,
- Remise en cause de la 5^{ème} semaine de congés payés,
- Remise en cause des 35 heures et du temps de travail.

On a trouvé l'argent !

- 211 milliards d'euros d'aides publiques versées chaque année aux entreprises, **sans conditions ni transparence**
- **Dividendes records** même en cas de licenciements ou de délocalisations
- Haute fiscalité évitée par les plus riches grâce à **l'optimisation fiscale**



Point de situation

La situation paraît simple. La France est surendettée et se doit, dans un souci de responsabilité, de réduire ses dépenses. **Objectif : 40 milliards d'euros d'économies** en 2026 !

Depuis 2018, les politiques successives de subventions et de baisses d'impôts, et de cotisations pour les personnes les plus aisées et les entreprises nous ont amené, en 2023, à environ **2,2 points de PIB** de manque à gagner pour l'État pour **un effet limité voir nul constaté sur l'emploi et la croissance**.

Dans le même temps, la casse sociale a pris une ampleur inédite (réforme du Code de Travail, réforme de l'assurance chômage, réforme des retraites, etc.). Résultat ? Le taux de pauvreté est à un niveau inédit depuis 30 ans pour atteindre **15.4% de la population**.

NOUS **EXIGEONS** UN PROJET
RESPECTUEUX, JUSTE ET PORTEUR
D'ESPOIR POUR LE PAYS

Ne pas se laisser faire

La tentation du découragement

- Les manifestations ne sont pas prises en compte (réforme des retraites),
- Le résultat des élections n'est pas pris en compte (législatives 2024),
- Montrer activement son mécontentement n'est pas pris en compte (NAO Thales 2025).

Autant de facteurs démobilisateurs pour les personnes indignées. Que faire lorsqu'on n'est pas écouté ? Quand notre voix est entendue mais pas prise en compte ?

L'Histoire nous apprend que les événements les plus dangereux arrivent car la majorité de la population obéit par avance, qu'elle reste « neutre » dans l'espoir de ne pas être visée.

La neutralité ça n'existe pas

Nous avons tous des biais issus de nos idées, nos convictions, notre vécu, notre éducation, notre expérience.

Dire qu'on ne fait pas de politique, c'est ne pas prendre toute sa place dans la gestion des affaires publiques.

Or, n'est-ce pas là le propre d'une démocratie ?

Les intérêts des dirigeants et des plus riches ne sont pas ceux des travailleur.euses. Ils sont pourtant propriétaires des médias et donc de l'information dite « neutre ». Acrimed et Le Monde Diplomatique ont construit une carte pour étudier la constellation des détenteurs des médias.



L'action comme émancipation

Pour défendre nos intérêts, nous devons plus que jamais conquérir le pouvoir d'agir dans les entreprises et la société pour imposer une planification démocratique de l'économie. Dans ce contexte, chaque acte, chaque discussion, chaque publication, chaque partage, chaque rencontre comptent.

Chercher la vérité : cultiver son esprit critique, refuser les discours formatés, diversifier ses sources d'information.

Créer du lien, ne pas rester seul : pour lutter contre le sentiment d'abandon, contre la frustration de se sentir impuissant.

Rejoindre un collectif local : une association à but altruiste, un syndicat (on en connaît un qui est vraiment chouette ☺), ...

Soutenir et se soutenir : aider celles et ceux qui luttent, et prendre le temps pour soi afin de continuer à lutter ensemble.

Être courageux, autant qu'on peut.

Alors, on y va ?



**La CGT Thales appelle
l'ensemble des salarié.es du Groupe
à rejoindre les actions et initiatives locales
et à faire grève à partir du 10 septembre 2025**